



La Turquie en zone de turbulences

Bayram Balci

► To cite this version:

Bayram Balci. La Turquie en zone de turbulences. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2016, pp.11. hal-03600748

HAL Id: hal-03600748

<https://sciencespo.hal.science/hal-03600748>

Submitted on 7 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA TURQUIE EN ZONE DE TURBULENCES

16 FÉVRIER 2016

Bayram Balci

Ingénieur de recherche 1^{ère} classe au CNRS, chercheur au CERI-Sciences Po

LES GRANDES LIGNES

Pourquoi Recep Tayyip Erdogan, arrivé au pouvoir avec le soutien des libéraux, cède-t-il à la tentation de l'autoritarisme ? Pourquoi la question kurde se ravive-t-elle ?

Pourquoi la Turquie, qui faisait figure de modèle au début des printemps arabes, se retrouve-t-elle isolée sur la scène internationale ?

La crise, puis la guerre en Syrie ont pris Erdogan à contrepied, provoquant la ruine de la politique intérieure et de la politique extérieure turque.

Plus la guerre durait, plus les clivages s'accroissaient entre alévis et sunnites, Turcs et Kurdes, partisans ou adversaires des interventions extérieures.

Le conflit syrien a mis fin aux efforts d'ouverture engagés par Erdogan en direction du PKK kurde, qu'il combat aujourd'hui, le qualifiant d'organisation terroriste.

La lutte contre Daesh a amélioré l'image internationale des Kurdes tandis que celle de la Turquie, ambiguë dans ce combat, se détériorait.

Se sentant plus fort, le PKK accentue sa pression, déplaçant la guérilla des montagnes vers les villes. Cette guérilla urbaine meurtrière contraint le pouvoir à une forte réaction militaire.

Du fait de la crise syrienne, des tensions opposent la Turquie, qui souhaitait « zéro problème » avec ses voisins, à presque tous les pays de la région.

C'est avec la Russie que la rupture est la plus grave. Depuis qu'Erdogan a fait abattre un avion de combat russe, Moscou n'a cessé de punir la Turquie.

La Turquie se sent isolée, mal aimée et mal comprise. Elle a l'impression d'être seule à devoir gérer 2,5 millions de réfugiés syriens. Cela ne contribue pas à modérer l'autoritarisme d'Erdogan.

Dérive autoritaire et isolement international

La Turquie se trouve dans une situation délicate aux niveaux tant intérieur que régional. Elle donne l'impression d'une sorte de dictature, d'une dérive autoritaire. Les médias sont réprimés, des journalistes emprisonnés. On observe aussi une aggravation considérable de la question kurde, qui est pour une bonne part à la source du déficit démocratique dans le pays. Le pouvoir personnel du président se renforce. Recep Tayyip Erdogan polarise fortement la société turque : il est ou adoré ou détesté. En principe, la fonction présidentielle est symbolique, mais depuis son arrivée au pouvoir en tant que président en 2014, Erdogan veut modifier la Constitution pour accroître les pouvoirs du chef de l'État qui en principe sont limités par la Constitution actuelle. Mais peu importe qu'il y ait changement constitutionnel ou pas. Sa façon de s'imposer et la manière dont il a transformé le pays lui donnent de fait un pouvoir considérable, d'autant plus qu'il a été élu au suffrage universel en 2014, une première dans l'histoire du pays.

Quant à la politique extérieure, le moins que l'on puisse dire est qu'elle est en panne. La Turquie est isolée sur le théâtre syrien, en mauvais termes avec la Russie, en délicatesse avec l'Occident. Sur la question syrienne, il y a une divergence d'approche notable entre la Turquie et l'Union européenne d'un côté, la Turquie et les États-Unis de l'autre. Les relations diplomatiques avec Bagdad sont à la limite de la rupture. Du côté de l'Iran, pays avec lequel la Turquie entretenait de bonnes relations, des tensions apparaissent à cause de la Syrie. L'Azerbaïdjan et le Kurdistan irakien sont les seuls voisins avec lesquels la Turquie conserve de bons rapports.

Pourquoi la Turquie, qui faisait figure de modèle au début des printemps arabes, se retrouve-t-elle isolée sur la scène internationale ? Que s'est-il passé pour que le régime devienne de plus en plus autoritaire alors qu'Erdogan, au début, avait obtenu le soutien des libéraux, des séculiers, des pro-européens ? L'autoritarisme du président est-il inscrit dans ses gènes, comme dans ceux de tous les leaders turcs depuis toujours, ou est-il plutôt lié au contexte ?

La Syrie renverse la donne

Certes, le tempérament d'Erdogan se prête à l'exercice d'un pouvoir fort. Mais une bonne partie de la dérive autoritaire et de la faillite extérieure de la Turquie est liée au contexte régional. Tout a commencé à mal tourner pour la Turquie avec la crise syrienne. L'amélioration des relations avec la Syrie était la meilleure réussite de la politique extérieure d'Erdogan et d'Ahmet Davutoglu, Premier ministre et ancien ministre des affaires étrangères. Auparavant, les rapports turco-syriens avaient toujours été tendus en raison de conflits territoriaux, de la question kurde, de l'appartenance à l'Est ou à l'Ouest. Quand la crise syrienne a éclaté en mars 2011, la Turquie n'avait aucun intérêt, ni politique, ni économique, à rompre avec la Syrie. Elle s'y est résolue à contrecœur quelques mois plus tard. Elle a alors adopté la même position que l'Europe et les États-Unis. Avec le sentiment que les printemps arabes allaient réussir partout, elle a pensé en devenir le modèle. Les seuls partis du monde arabe idéologiquement proches de la Turquie arrivaient au pouvoir, comme ce fut le cas en Tunisie ou en Egypte. Cela a conforté la Turquie dans l'idée que le départ de Bachar el-Assad serait une bonne chose pour la région. Comme les Occidentaux, elle a estimé que plus vite le président syrien s'en irait, mieux ce serait. Or, les choses n'ont pas tourné ainsi. La crise syrienne a ruiné tant la politique intérieure de la Turquie

que sa politique extérieure.

Ruine de la politique intérieure

La crise syrienne a aggravé les tensions internes en Turquie. Il y a toujours eu des clivages : alevites et sunnites, Kurdes et Turcs, pro et anti interventions à l'extérieur. Plus la guerre s'est prolongée en Syrie, plus ces clivages se sont renforcés. À l'heure actuelle, on a le sentiment que la politique d'Erdogan est conditionnée par l'opposition sunnites/alaouites (chiites). Au départ, le positionnement de la Turquie sur la question syrienne n'était pas du tout selon des considérations confessionnelles. C'est la stratégie de Bachar el-Assad qui a poussé à ce type de confrontation en affirmant que les alaouites étaient menacés. Ça a marché en Turquie auprès de la gauche et des alevites, qui avaient déjà du ressentiment à l'encontre d'Erdogan.

Du fait du conflit syrien, Erdogan a aussi perdu ses alliés, à commencer par la mouvance de Fethullah Gülen. Ce mouvement socioreligieux, très actif en Turquie comme à l'étranger, a ouvert des écoles dans le monde entier, un peu comme les jésuites. Au fur et à mesure qu'Erdogan s'enfonçait dans la crise syrienne, la mouvance de Gülen s'alignait de plus en plus sur les positions américaines, parce que ses relations s'étaient déjà détériorées avec Erdogan dont par ailleurs elle ne pouvait plus cautionner la dérive autoritaire et la politique interventionniste en Syrie, décriées par les Etats Unis. Or, vivant lui-même aux Etats Unis, Gülen se devait se distancer de la politique d'Erdogan, allant jusqu'à la rupture. La rupture entre les deux hommes a contribué à rendre Erdogan de plus en plus autoritaire.

La question kurde ravivée

Autres alliés perdus, les Kurdes. La question kurde est au cœur des problèmes en Turquie. Erdogan crie aujourd'hui haut et fort que les membres du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) sont des terroristes et que la seule solution est militaire. Mais il y a quelques années, il était le premier à dire que la solution militaire n'était pas la bonne. Il avait engagé des pourparlers secrets avec le PKK, l'organisation qu'il qualifie aujourd'hui de terroriste. Cela ne s'était jamais produit auparavant. Mais la crise syrienne a rompu cette bonne coopération relative entre l'État turc et l'irrédentisme kurde. La trêve était à peu près respectée jusqu'à ce que la crise syrienne ravive la question kurde. En fonction des intérêts de la Turquie, tels que perçus par lui, Erdogan s'est senti obligé d'adopter une position antikurde en Syrie tout en maintenant une position d'ouverture dans son propre pays. Or, de tous les Kurdes du Moyen-Orient, ceux de Syrie et ceux de Turquie sont les plus proches. D'un point de vue sociologique et historique, ce sont les mêmes. Une bonne partie des Kurdes de Syrie sont issus de familles parties de Turquie il y a quelques décennies. En outre, pendant une longue période, le régime syrien a soutenu l'irrédentisme kurde ; l'installation prolongée du PKK en Syrie a renforcé les liens entre Kurdes de part et d'autre de la frontière. Erdogan a essayé de les dissocier. Ça ne pouvait pas réussir tant la symbiose est profonde.

Dans leur négociation avec l'État turc, les Kurdes ont progressivement pris conscience du fait que la crise syrienne renforçait leur position. Il semble qu'ils en aient profité pour faire monter les enchères. La lutte contre Daesh a donné une bonne image des Kurdes sur la scène internationale alors même que l'image de la Turquie, jugée ambiguë vis-à-vis de Daesh, se détériorait. La forte identité kurde en Irak et l'autonomie de fait des Kurdes de Syrie étaient aussi de nature à inciter le

PKK à se montrer plus exigeant. En outre, du fait de son idéologie anarcho-marxiste, l'organisation s'est lancée dans une fuite en avant, non pas pour obtenir un État, mais pour susciter le plus de chaos possible. Ce qui, à l'évidence, a aggravé la situation. N'importe quel autre leader turc aurait été confronté au même dilemme qu'Erdogan.

Aujourd'hui, la Turquie se sent isolée, mal aimée et mal comprise. Elle a l'impression d'être seule à faire face à la question des réfugiés, dont elle accueille plus de 2,5 millions. Elle les gère et les finance, alors que les autres réfugiés, en Jordanie et au Liban, sont davantage soutenus par la communauté internationale.

Ruine de la politique extérieure

La crise syrienne a aussi ruiné la politique extérieure de la Turquie. Aujourd'hui, on raille le projet, qui était celui d'Ahmet Davutoglu, d'un pays ayant « zéro problème » avec ses voisins. C'était pourtant une ambition sincère. Elle avait donné des résultats prometteurs, notamment dans les relations avec l'Arménie et la Syrie. Du fait de la crise syrienne, des tensions existent désormais avec presque tous les pays de la région.

C'est avec la Russie que la dégradation s'avère la plus grave. Du point de vue économique, ce pays est un voisin très important. Il y a beaucoup de touristes russes en Turquie. Celle-ci reçoit 55% de son gaz de Russie. Beaucoup d'entreprises turques, notamment de construction, sont très actives dans la Fédération de Russie. Les conséquences les plus graves sont plus au niveau stratégique qu'au niveau économique. Depuis qu'Erdogan a osé humilier Moscou en faisant abattre un avion de combat russe – ce qui n'était jamais arrivé en 66 ans – la Russie punit la Turquie. Elle accentue les bombardements en Syrie sur les positions de groupes modérés soutenus par la Turquie et par l'Occident. Actuellement, la Turquie ne compte plus du tout dans la crise syrienne. Si les Kurdes s'emparent de la frontière entre les deux pays - ce qui arrivera - la Turquie sera complètement exclue du règlement de la question syrienne. Elle essaie désespérément de sortir de son isolement. Elle voudrait se réconcilier avec Israël, mais cela se fera aux conditions israéliennes.

Seule ouverture, le Kurdistan irakien cherche à se rapprocher de la Turquie pour des raisons géopolitiques : accès à la mer, exportation du pétrole, même s'il ne rapporte plus grand chose, du fait de la chute dramatique des cours du pétrole.

Le risque de partition

En conclusion, on peut se poser la question : où va la Turquie ? Au niveau intérieur, on constate une pratique du pouvoir beaucoup plus islamique et conservatrice. Pour autant, on ne se dirige pas vers un régime islamique. La société reste assez séculière. Erdogan devra quitter le pouvoir dans quatre ans et la société reste attachée aux acquis du kémalisme, qui doit cependant être amendé, car il ne correspond plus aux besoins actuels des citoyens turcs.

Du fait du renforcement de la question kurde, on peut aussi s'interroger sur une éventuelle partition de la Turquie. C'est une question très sérieuse. Il y a une région autonome kurde de fait en Syrie,

un quasi-État kurde en Irak. En Turquie, on constate déjà une certaine scission. La très grande majorité des élus des provinces orientales appartiennent au parti pro-kurde, le HDP (Parti démocratique des peuples). L'AKP (Parti Justice et Développement, au pouvoir) est en train de s'effacer. Plus ce dernier fait d'ouverture à la question kurde, plus il perd le contrôle. La stratégie du PKK est de faire en Turquie la même chose qu'en Syrie, de déplacer la guérilla des montagnes vers les villes, de décréter des zones autonomes. Depuis quelques mois, cette guérilla urbaine fait beaucoup de morts à Diyarbakir et dans d'autres villes kurdes. Mais cette stratégie ne fonctionne pas, car, même affaiblie, la Turquie ne l'est pas au point de la Syrie. Elle a un État fort, une armée puissante. Surtout, les Kurdes ne suivent pas. Le PKK en reste à sa logique marxiste, persuadé que sa stratégie provoquerait un soulèvement général dans les provinces. Ça n'a pas été le cas.

Bien que la tension ait légèrement baissé d'intensité, la Turquie est loin d'avoir réglé la question kurde. Elle se sent prise en tenailles, entourée de pays hostiles. Cela ne contribue pas à modérer Erdogan dans sa pratique du pouvoir.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le parti pro-kurde, marionnette du PKK

Dans le fonctionnement du PKK, il y a une base anarchiste. Il ne veut pas créer un État, mais implanter des petites cellules d'« autonomie démocratique ». Le chaos le renforce. Le peuple kurde désapprouve cette stratégie. Alors, pourquoi le parti pro-kurde HDP ne fait-il pas descendre les gens dans la rue contre la répression de l'État turc et contre les méthodes du PKK ? Les Kurdes eux mêmes avouent vouloir le faire mais n'en avoir pas le courage. Le HDP est la troisième force politique de Turquie, avec 60 députés. Mais c'est une marionnette. Il reçoit ses ordres du siège du PKK, dans les montagnes du Kurdistan irakien. Erdogan a compris cela. Furieux de se sentir trahi après avoir tendu la main aux Kurdes, il entend désormais éradiquer le mal par le mal, comme il l'a fait avec la mouvance de Fethullah Gülen.

Retour difficile vers l'Europe

Quand Erdogan est arrivé au pouvoir en 2002, il était pro-européen. On ne sait pas si c'était par conviction et parce qu'il adhérerait vraiment aux valeurs européennes. Il savait en tout cas que la société était pro-européenne. Puis, plus la diplomatie de l'AKP se renforçait, que le « modèle turc » s'imposait, Erdogan a développé une pratique gaullienne : la Turquie est un pays important, qui peut être autonome tout en conservant de bonnes relations avec l'Occident. La guerre en Syrie ayant détruit cette posture, il revient vers l'Europe, dont il est aujourd'hui dépendant. Mais il ne peut accepter les conditions que lui pose l'Union. Car cela exigerait de lui un demi-tour complet de sa politique syrienne. Quand bien même le ferait-il, il se retrouverait en conflit avec les 2,5 millions de réfugiés syriens qu'il a accueillis. Cela fait quatre ans qu'il soutient la majorité des opprimés en Syrie, sunnites à 80%. Il ne peut pas changer de stratégie du jour au lendemain.

L'avenir politique d'Erdogan

La révélation d'affaires de corruption par la mouvance de Fethullah Gülen en 2012 a rendu

Erdogan incapable de toute ouverture politique. On a la preuve que lui-même, son fils, son entourage et quatre ministres sont corrompus. Rester au pouvoir est, pour lui, le seul moyen d'éviter la Haute Cour de justice. La perte de son immunité entraînera des poursuites judiciaires. La mouvance de Gülen ne représente plus un danger pour lui. Il a purgé l'administration, expulsé des personnalités ; abolissant la séparation des pouvoirs, il contrôle la justice. La guerre contre les disciples de Gülen l'a rendu paranoïaque. Quand il se rend en visite dans un pays voisin, il s'emploie aussitôt à y détruire ce mouvement. Le fait qu'il ait obtenu une large victoire électorale ne prouve pas qu'il soit fort et populaire, mais montre que le peuple turc a peur du chaos et de l'instabilité. L'opposition, divisée, n'est pas crédible. L'AKP obtient systématiquement 40% des voix. Les 10% supplémentaires pour assurer la victoire se trouvaient autrefois chez les libéraux. À présent, ils viennent des nationalistes et de l'extrême-droite. Cela explique en partie la dérive autoritaire.

Ambiguïté à l'égard de Daesh

Au niveau idéologique, la Turquie ne peut pas être favorable à Daesh. L'alliance stratégique entre la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar est fondée sur des intérêts communs et non sur une proximité islamique. L'islam turc, encore assez confrérique, n'a rien à voir avec le salafisme. Sans parler de soutien à Daesh, on observe néanmoins une sorte de complaisance à l'égard de l'État islamique ou de non-intervention contre lui. La Turquie n'est pas motivée pour mener ce combat. Depuis le début, Erdogan a l'obsession de la nécessité du départ de Bachar el-Assad. C'est sa priorité. Par ailleurs des centaines de soldats turcs ont été tués en Turquie par le PKK et très peu par Daesh. L'ambiguïté d'Erdogan a préservé la Turquie des attentats djihadistes. Mais ce n'est plus le cas. Il a perdu sur toute la ligne. Quant au fait que la Turquie achète du pétrole à Daesh, c'est de la propagande poutinienne. Certes, il y a du commerce d'hydrocarbures entre la Turquie et l'État islamique mais cela ne veut pas dire que l'État turc en est l'instigateur. En fait, il y a toujours eu de la contrebande sur cette frontière. La Turquie est un des pays où le pétrole est le plus cher au monde. Si Daesh en propose au quart du prix, il y aura toujours des clients. Cela ne veut pas dire que le fils d'Erdogan y participe. Il n'a pas besoin de cela, il contrôle déjà des pans entiers de l'économie turque.

Instrumentalisation de la question des réfugiés

Sur les 2,5 millions de réfugiés syriens en Turquie, très peu vivent dans des camps. Cette question a été instrumentalisée dès le début par Erdogan. Il s'est présenté comme le protecteur des réfugiés, leur accordant le droit de s'installer, de travailler, d'avoir accès aux services de santé. Il a été fortement critiqué en Turquie pour cela. Il a aussi fait un outil politique de l'entrée des réfugiés en Europe et des problèmes que cela posait. Non pas pour menacer l'Europe d'un flot ininterrompu de migrants, mais pour rompre son isolement dans la crise syrienne. Beaucoup de Turcs jugent incroyable l'attitude de l'Europe, qui réclame l'ouverture de la frontière turco-syrienne et ne fait rien pour arrêter les bombardements russes qui augmentent le nombre de réfugiés.